

Recueil des Actes Administratifs

TOME 5/5

Juin 2017

Arrêté n° 2017-P43

**Arrêté permanent
Zone 30
Pierres Vives**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-4, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La zone, dénommée Pierres Vives, définie par :

- la Rue Gargantua ;
- la Rue Marius Petipa ;
- la Place Annie Girardot ;
- la Rue Grandgousier ;
- l'Allée Alain Corneau ;
- la Rue Philippe Noiret ;
- la Rue Bernard Giraudeau.

Constitue une zone 30.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Allée Alain Corneau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Allée Alain Corneau (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

Un sens unique est institué Allée Alain Corneau depuis la rue Gargantua vers et jusqu'à la rue Philippe Noiret.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Allée Alain Corneau côté pair .

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Allée Alain Corneau côté pair :

- au n° 66 (1 place(s)) ;
- au n° 110 (2 place(s)) ;
- au n° 170 (5 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Allée Alain Corneau côté pair au n° 100.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation Rue Grandgousier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Grandgousier (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Grandgousier et de l'Avenue de l'Europe, les conducteurs circulant sur la Rue Grandgousier sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation Place Annie Girardot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Place Annie Girardot (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

Un sens unique est institué Place Annie Girardot depuis l'Allée Alain Corneau vers et jusqu'à la Rue Marius Petipa.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Gargantua

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-15 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Gargantua (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue Gargantua avec la Rue du Professeur Blayac.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs circulant sur la Rue Gargantua, et abordant cette intersection, sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Gargantua des deux côtés.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Marius Petipa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Marius Petipa (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

Un sens unique est institué Rue Marius Petipa depuis la Rue Favre de Saint Castor vers et jusqu'à la Rue Yves Montand.

Article 3 :

À l'intersection, de la Rue Marius Petipa et de la Rue Favre de Saint Castor, les conducteurs circulant sur la Rue Marius Petipa sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Marius Petipa des deux côtés .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Philippe Noiret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Philippe Noiret (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

Un sens unique est institué Rue Philippe Noiret depuis l'Allée Alain Corneau vers et jusqu'à la Rue Marius Petipa.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Philippe Noiret côté impair.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Bernard Giraudeau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipale 2017-P43, du 13 juin 2017, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Bernard Giraudeau (voie incluse dans la zone 30 dénommée PIERRES VIVES).

Article 2 :

Un sens unique est institué Rue Bernard Giraudeau depuis la Rue Favre de Saint Castor vers et jusqu'à la Rue Philippe Noiret.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Bernard Giraudeau des deux côtés.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont 2 places réservées Rue Bernard Giraudeau côté impair 50 mètres avant le n°154.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les cycles ont 4 places réservées Rue Bernard Giraudeau côté impair face au n°154.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Gerhardt

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Gerhardt depuis la Rue Doria vers et jusqu'à la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection, de la Rue Gerhardt et de la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé aux emplacements prévus à cet effet Rue Gerhardt côté pair.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Gerhardt côté pair au n° 10.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **4 JUIL. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg Saint Jaumes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P203 du **10 septembre 2013** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue du Faubourg Saint Jaumes depuis l'Avenue du Père Soulas vers et jusqu'à la Rue Marguerite et depuis la Rue Gerhardt vers et jusqu'au Boulevard Professeur Louis Vialleton.

Article 2 :

Il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue du Faubourg Saint Jaumes côté pair, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Avenue Chancel et dans sa partie comprise entre la Rue Bonnard et le Boulevard Professeur Louis Vialleton.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue du Faubourg Saint Jaumes côté impair, entre le n° 53 et le n° 31.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé Rue du Faubourg Saint Jaumes côté impair au n° 51 (1 place(s)) et au n° 31 (1 place(s)).

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Rue du Faubourg Saint Jaumes :

- côté impair :
 - au n° 17 ;
 - au n° 39 ;
 - face au n°48.
- Côté pair au n° 22.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue du Faubourg Saint Jaumes côté impair au n° 53.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Auguste Broussonnet, de la piste cyclable, de l'Avenue Charles Flahault, de la Rue du Faubourg Saint Jaumes et de l'Avenue du Père Soulas ;
- à l'intersection de la Rue Marguerite, de l'Avenue Chancel, de la Rue du Faubourg Saint Jaumes et de la piste cyclable ;
- à l'intersection du Boulevard Professeur Louis Vialleton, du Boulevard Henri IV et de la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- à l'intersection de la Rue Gerhardt, de la piste cyclable, de la Rue Bonnard et de la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 8 :

A l'intersection, de la Rue du Faubourg Saint Jaumes et de la voie de tourne-à-gauche de la Rue du Faubourg Saint Jaumes vers la Rue Marguerite, les conducteurs circulant sur la voie de tourne-à-gauche de la Rue du Faubourg Saint Jaumes vers la Rue Marguerite sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

A l'intersection, de la Rue du Faubourg Saint Jaumes et de la voie de tourne-à-gauche de la Rue du Faubourg Saint Jaumes vers l'Avenue Chancel, les conducteurs circulant sur la voie de tourne-à-gauche de la Rue du Faubourg Saint Jaumes vers l'Avenue Chancel sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2013/N1/R/DGU-P203 du **10 septembre 2013**, susvisé est abrogé.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : - 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Chio

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T1628 du 23 juin 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la modification du planning ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 30 juin 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T1628 du 23 juin 2017 sont prorogées jusqu'au 21 juillet 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017



801

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue des Deux Ponts

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de cablages à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **20 juillet 2017** inclus, Rue des Deux Ponts sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

**Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le :

29 JUIN 2017

Arrêté n° 2017-T1712

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
FITDAYS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation FITDAYS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2017, 16h00** et jusqu'au **13 juillet 2017, 02h00** inclus, Avenue du Pirée, dans sa partie comprise entre la Place Jean Bène et la Rue du Moulin de Sémalen, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 juillet 2017, 10h00** et jusqu'au **12 juillet 2017, 21h00** inclus, la circulation est interdite Rue d'Epidaure, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pirée et l'Allée de Corfou

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;
- aux riverains.

Article 3 :

À compter du **12 juillet 2017, 10h00 et jusqu'au 12 juillet 2017, 21h00** inclus, la circulation est interdite Allée de Corfou

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;
- aux riverains.

Article 4 :

À compter du **12 juillet 2017, 10h00 et jusqu'au 12 juillet 2017, 21h00** inclus, la circulation est interdite Rue du Moulin de Sémalen

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;
- aux riverains.

Article 5 :

À compter du **12 juillet 2017, 10h00 et jusqu'au 12 juillet 2017, 21h00** inclus, la circulation est interdite Avenue du Pirée

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;
- aux riverains.

Article 6 :

À compter du **12 juillet 2017, 10h00 et jusqu'au 12 juillet 2017, 21h00** inclus, la circulation est interdite Rue de Rhodes

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;
- aux riverains.

Article 7 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Chemin des Barques, emprunte :

- le Pont Juvénal
- la Rue Poséidon

et se termine sur Carrefour de l'Aéroport International.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur de la manifestation.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 11 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné à l'installation de l'animation, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 12 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

29 JUIN 2017

Luc ALBERNHE

Publié le :

Arrêté n° 2017-T1713

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Rhodes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation FITDAYS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 juillet 2017, 16h00** et jusqu'au **13 juillet 2017, 02h00** inclus, Rue de Rhodes, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules en charge de la manifestation FITDAYS ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur de la manifestation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

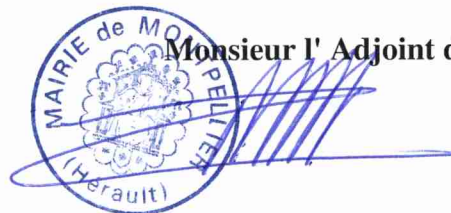
Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assigné à l'installation de la manifestation FITDAYS, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Neutralisation de voie Rue de l'Industrie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de création d'une chambre de télécommunication sur trottoir à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, Rue de l'Industrie, à hauteur du n° 56 devant la société "France Cars", sur une section de rue à trois voies, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la voie située du côté des numéros pairs est interdite à la circulation générale sur une longueur de 20 mètres à hauteur de l'atelier de travaux ;
- les véhicules circulant sur cette voie dans le sens "Prés d'Arènes - Marché Gare" sont basculés sur la voie axiale à hauteur de l'atelier de travaux ;
- les véhicules circulant sur la voie axiale dans le sens "Marché Gare - Prés d'Arènes" sont rabattus sur la voie située du côté des numéros impair à hauteur de l'atelier de travaux ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CIRCET, sous responsabilité du gestionnaire du réseau.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Maguelone

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société BRESSON Déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 juin 2017**, Rue de Maguelone au niveau du N°27 si accord du service de l'aire piétonne sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de transport en commun et au déménagement de la société Bresson.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société
BRESSION Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus
de 7.5T, assigné au déménagement , est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre
défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

28 JUIN 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Avenue du Pont Trinquat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau de télécommunication enterré à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, Avenue du Pont Trinquat, à 15 mètres environ du carrefour avec la Rue des Acconiers, la circulation des véhicules est soumise aux restrictions suivantes

- la circulation est alternée par piquet K10, en coordination avec la régulation permanente du carrefour par feux tricolore ;
- la partie de chaussée neutralisée pour les besoins du chantier n'excède pas 20 mètres de longueur et 3 mètres de largeur ;
- la voie ouverte à la circulation conserve une largeur minimale de 3,50 mètres ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CIRCET sous responsabilité du gestionnaire du réseau.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Ronsard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 juin 2017** et jusqu'au **31 juillet 2017** inclus, Rue Ronsard, dans sa partie comprise entre la Rue Jacques Prévert et la Rue de Font Carrade, un double sens de circulation avec sens prioritaire est mis en place. Les véhicules circulant en direction de la Rue de Font Carrade sont prioritaires.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de mise en place d'une pompe à béton à la demande de la société Philochape Mr Omaret ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 juillet 2017**, l'Avenue de Toulouse au droit du N°19 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **a partir de 6 h00 à 12h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société PHILOCHAPE.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur Omaret

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la mise en place d'une pompe à béton, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

29 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Francis Garnier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société DEMHERCOP ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 juillet 2017**, Rue Francis Garnier au droit du N°4 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société DEMHERCOP.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société DEMHERCOP

Article 4 :

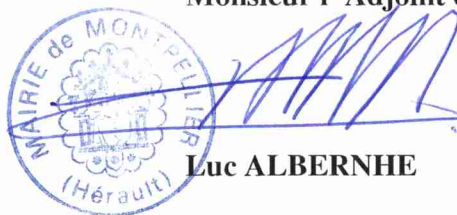
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 29 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Puech Villa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation de travaux de génie civil pour le compte d'ENEDIS, à la demande de l'entreprise DEBELEC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, la Rue de Puech Villa dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue Ernest Hemingway et la Rue Saint-Priest est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h30.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DEBELEC.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

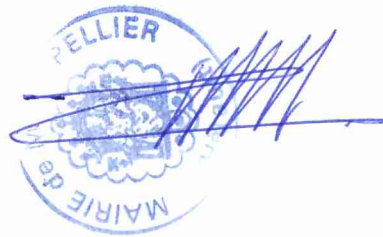
Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Professeur Emile Jeanbrau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de forage du sol pour le compte de la COMUE Languedoc-Roussillon à la demande de l'entreprise SEMOFI ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 juillet 2017** et jusqu'au **20 juillet 2017** inclus, Avenue du Professeur Emile Jeanbrau, entre le n° 213 et le n° 259, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SEMOFI.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Marché Gare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société BAILLY déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **04 juillet 2017** inclus, Avenue du Marché Gare au droit du N°797 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société BAILLY.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société BAILLY Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the word "MONTPELLIER" at the top and "SÉCURITÉ PUBLIQUE" at the bottom, with a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Docteur Pezet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du stationnement d'un camion toupie, à la demande de Monsieur SAGALA Marek ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 juillet 2017**, l'Avenue du Docteur Pezet au droit du N°6 pour le chantier au N°4 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
 - le stationnement est interdit ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de chantier , toupie béton.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur SAGALA Marek

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIN 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "de MONTPELLIER" and a coat of arms. The signature is a stylized, cursive script.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de l'exécution d'un branchement riverain sur le collecteur d'eaux usées, en traversée de chaussée, à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **12 juillet 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de Centrayrargues à hauteur du n° 325, au niveau du programme immobilier en cours de construction.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de collecte des ordures ;
- aux riverains ;
- aux cyclistes ;
- aux piétons.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute au carrefour entre l'Avenue Albert Dubout et la Rue de Centrayrargues, elle emprunte :

- l'Avenue Albert Dubout
- l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli
- le Chemin de Moularès

et se termine sur la Rue de Centrayrargues.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

2 8 JUIN 2017





Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/423**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier est composé de :

- La Direction de l'Education,
- La Direction de l'Enfance,
- La Direction de la Politique Alimentaire,
- La Direction Travaux et Maintenance,
- La Direction Architecture et Immobilier.

Monsieur Jean-Paul DAYRE, Directeur Général Adjoint du Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Education est composée des services :

- Ressources
- Action Scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, Directrice de l'Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN pour ce qui relève du service Ressources, Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI pour ce qui relève du service Action scolaire et Animation et Madame Marie-France PAULIN pour ce qui relève du service Projet éducatif et Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cristel ARROUET, Messieurs Nicolas JEANJEAN, Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas JEANJEAN et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marie-France PAULIN et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3 :

La Direction de l'Enfance est composée des services :

- Coordination territoriale
- Politique Petite Enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de l'Enfance et responsable de la Coordination territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian MILESI pour ce qui relève du service Politique Petite Enfance et Prospective et Madame Marion NISOL pour ce qui relève du service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY, Monsieur Christian MILESI et Madame Marion NISOL, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique Petite Enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-2 :

Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marion NISOL et Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4 :

La Direction de la Politique Alimentaire est composée des services :

- Intendance et Maintenance
- Qualité / Diététique
- Unité de Production

Monsieur Luc LIGNON, Directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint et responsable de l'Unité de production.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre VIAL pour ce qui relève du service Intendance et Maintenance et Madame Aude DE MACEDO pour ce qui relève du service Qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc LIGNON, Bernard RAMIREZ, Pierre VIAL et Madame Aude DE MACEDO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint, responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Aude DE MACEDO, responsable du service Qualité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude DE MACEDO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5 :

La Direction Travaux et Maintenance (DTM) est composée des services :

- Maintenance
- Sécurité, Aménagements, Equipement
- Ateliers
- Administration et Comptabilité

Madame Hélène PARTIMBÈNE, Directrice des Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier PIACENTINI pour ce qui relève du service Sécurité, Aménagements et Equipements, Monsieur René MATÉO pour ce qui relève du service Ateliers, et Monsieur Matthieu GOUIRAN pour ce qui relève du service Administration et Comptabilité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène PARTIMBÈNE, Messieurs Dominique DELAHAYE, Olivier PIACENTINI, René MATÉO et Matthieu GOUIRAN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint des Travaux et Maintenance, responsable du service Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Dominique DELAHAYE et Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Olivier PIACENTINI, responsable du service Sécurité, Aménagements et Equipements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PIACENTINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Olivier PIACENTINI, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur René MATÉO, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René MATÉO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René MATÉO, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-4 :

Monsieur Matthieu GOIRAN, responsable du service Administration et Comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu GOIRAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu GOIRAN, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6 :

La Direction de l'Architecture et de l'Immobilier (DAI) est composée des services :

- Architecture
- Conduite d'Opérations
- Gestion Active / Propriété / Sécurité
- Moyens Généraux
- Administratif et Financier

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Florence BASTIEN pour ce qui relève du service Conduite d'Opérations, Madame Séverine TERSINET pour ce qui relève du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, Monsieur Marc DUBOZ pour ce qui relève du service Moyens Généraux et Madame Anna WILLEMIN pour ce qui relève du service Administratif et Financier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis DESTISON, Mesdames Christine BRIDON, Florence BASTIEN, Séverine TERSINET, Monsieur Marc DUBOZ et Madame Anna WILLEMIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-1 :

Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe de l'Architecture et de l'Immobilier, responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine BRIDON et Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-2 :

Madame Florence BASTIEN, responsable du service Conduite d'Opérations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BASTIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence BASTIEN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-3 :

Madame Séverine TERSINET, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine TERSINET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine TERSINET, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-4 :

Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens Généraux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Marc DUBOZ, Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-5 :

Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anna WILLEMIN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27/06/2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 27/06/2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

FEU D'ARTIFICE
14 JUILLET 2017 au Domaine de Grammont
ordre public

**Interdiction de vente et de transport de toutes
boissons conditionnées dans des récipients en
verre**

**Interdiction de consommation et de transport de
boissons alcoolisées**

Interdiction de vente ambulante

**Interdiction de vente de boissons alcoolisées à
emporter**

sauf dans les établissements dûment autorisés,

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-4 et suivants ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 3321-1, L3311 et R3353-5-1 ;
- Vu, le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- Vu l'arrêté municipal n°05/11 du 16 novembre 2005 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- Vu l'arrêté municipal n° VA/2017/628 du 10 avril 2017 relatif à la Tranquillité Publique.
- Vu l'arrêté municipal n°A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité.

- CONSIDERANT qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- CONSIDERANT l'importance du public attendu à Montpellier à l'occasion du « FEU D'ARTIFICE » au Domaine de Grammont et lors du bal organisé dans le parc du chateau, le 14 juillet 2017.
- CONSIDERANT l'alcoolisation excessive à l'occasion des grands événements festifs, particulièrement en période estivale et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritux, bris de verre, bouteilles,...
- CONSIDERANT qu'il importe de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public.

Arrête

Article 1^{er}

Sont interdits du vendredi 14 juillet 2017 à partir de 17h00, jusqu'au samedi 15 juillet 2017, 2h00 :

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre
- La consommation et le transport de toutes boissons alcoolisées
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dument autorisés

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue Albert Einstein, Avenue de Grammont, Rond-point du Zénith, Avenue Président Pierre Mèndes France, Carrefour Madrid, Boulevard Télémaque, Place de Troie, Boulevard Pénélope, Carrefour Alexandrie, Carrefour de Londres, Place Odysseum, Avenue du Monsial 98, Route de Vauguière, Rue Léonard de Vinci, Avenue Albert Einstein, Avenue Henri Becquerel, Rue des Marels.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **27 JUIN 2017**
Madame l'Adjointe au Maire

Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : **30 JUIN 2017**

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :



ANNEE 2017

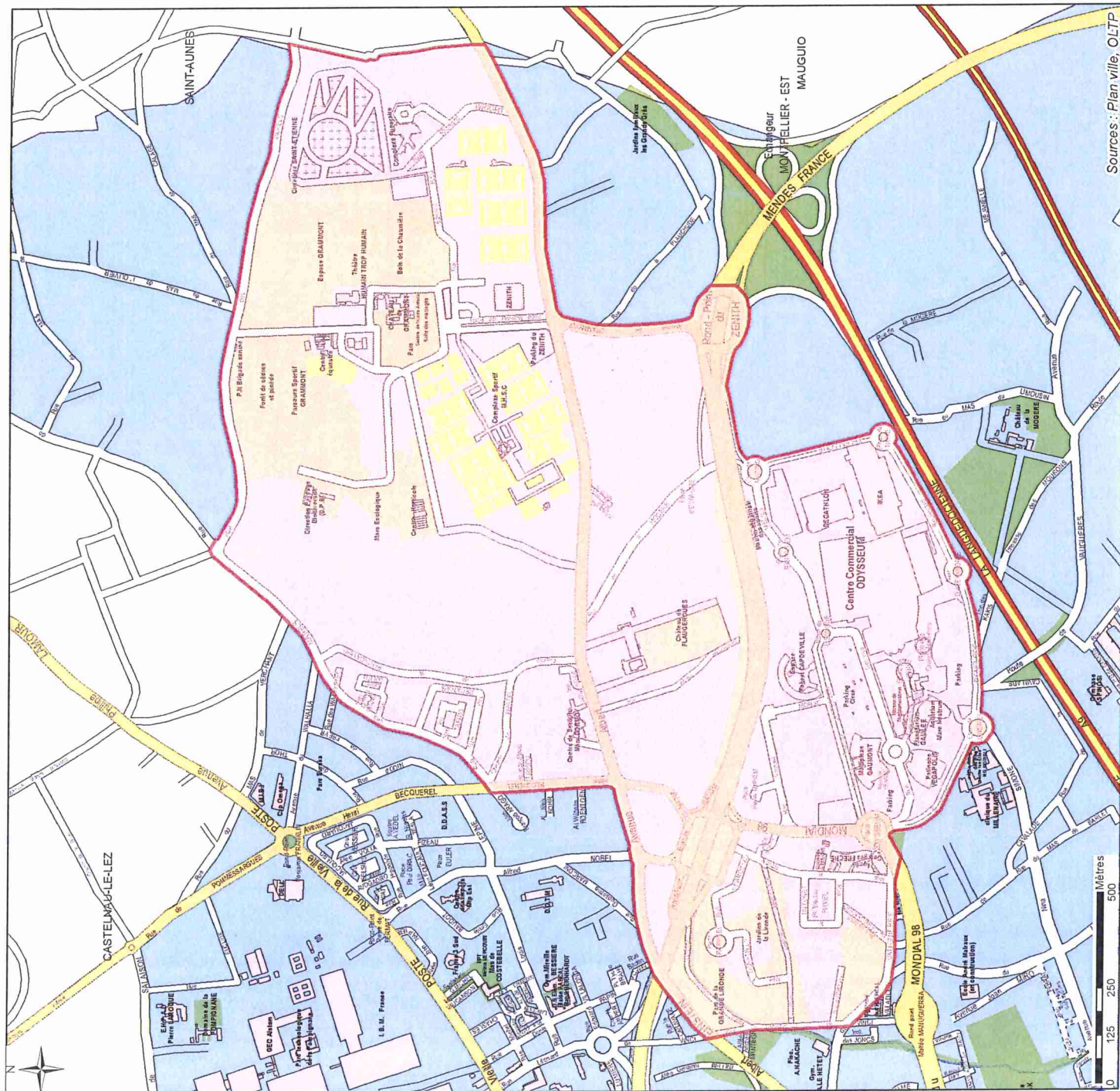
PERIMETRE D'APPLICATION
DE L'ARRETE



FEU D'ARTIFICE 14 JUILLET DOMAINE DE GRAMMONT

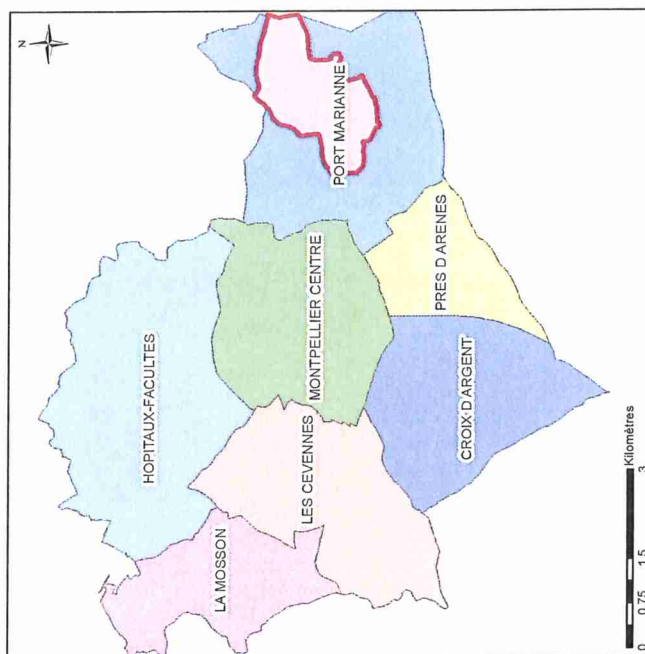
Date d'édition: Juin 2017

Auteur: OLTP - Ville de Montpellier



0 125 250 500 Mètres

Sources : Plan ville, OLTP



0 0,75 1,5 3 Kilomètres

Direction de la
règlementation et de la
tranquillité publique

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° VA/2017/2062 du 27 juin 2017

« Feu d' Artifice »
Vendredi 14 juillet 2017
Ordre Public

a été affiché en Mairie à compter du 10 Juillet 2017.

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 25 Juillet 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le directeur de la Règlementation
et de la Tranquillité Publique



Jean-Pierre VIALAY



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Festival Radio France Montpellier
Lundi 24 au mercredi 26 Juillet 2017 et
le vendredi 28 juillet 2017
ordre public**

**Interdiction de vente et de transport de toutes
boissons conditionnées dans des récipients en
verre**

**Interdiction de vente ambulante
Interdiction de vente de boissons alcoolisées à
emporter
sauf dans les établissements dûment autorisés,**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-4 et suivants ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 3321-1, L3311 et R3353-5-1 ;
- Vu, le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- Vu l'arrêté municipal n°05/11 du 16 novembre 2005 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- Vu l'arrêté municipal n° VA/2017/628 du 10 avril 2017 relatif à la Tranquillité Publique.
- Vu l'arrêté municipal n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité.
- CONSIDERANT qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.

- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- CONSIDERANT l'importance du public attendu à Montpellier à l'occasion du « Festival Radio France » sur le parvis Georges Frêche – Hôtel de Ville du lundi 24 au mercredi 26 juillet et le vendredi 28 juillet 2017.
- CONSIDERANT l'alcoolisation excessive à l'occasion des grands événements festifs, particulièrement en période estivale et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritres, bris de verre, bouteilles,...
- CONSIDERANT qu'il importe de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public.

Arrête

Article 1^{er}

Sont interdits du lundi 24 juillet 2017 à partir de 18h00, jusqu'au mercredi 26 juillet 2017, 00h00 et le vendredi 28 juillet 2017 à partir de 19h00 jusqu'à 00h00

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dument autorisés

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue Germaine Tillon, Chemin de Moularès, Place André Levy, Avenue du Pirée, Rue de Chelia, Rue des Acconiers.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 JUIN 2017
Madame l'Adjointe au Maire

Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 30 JUIN 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

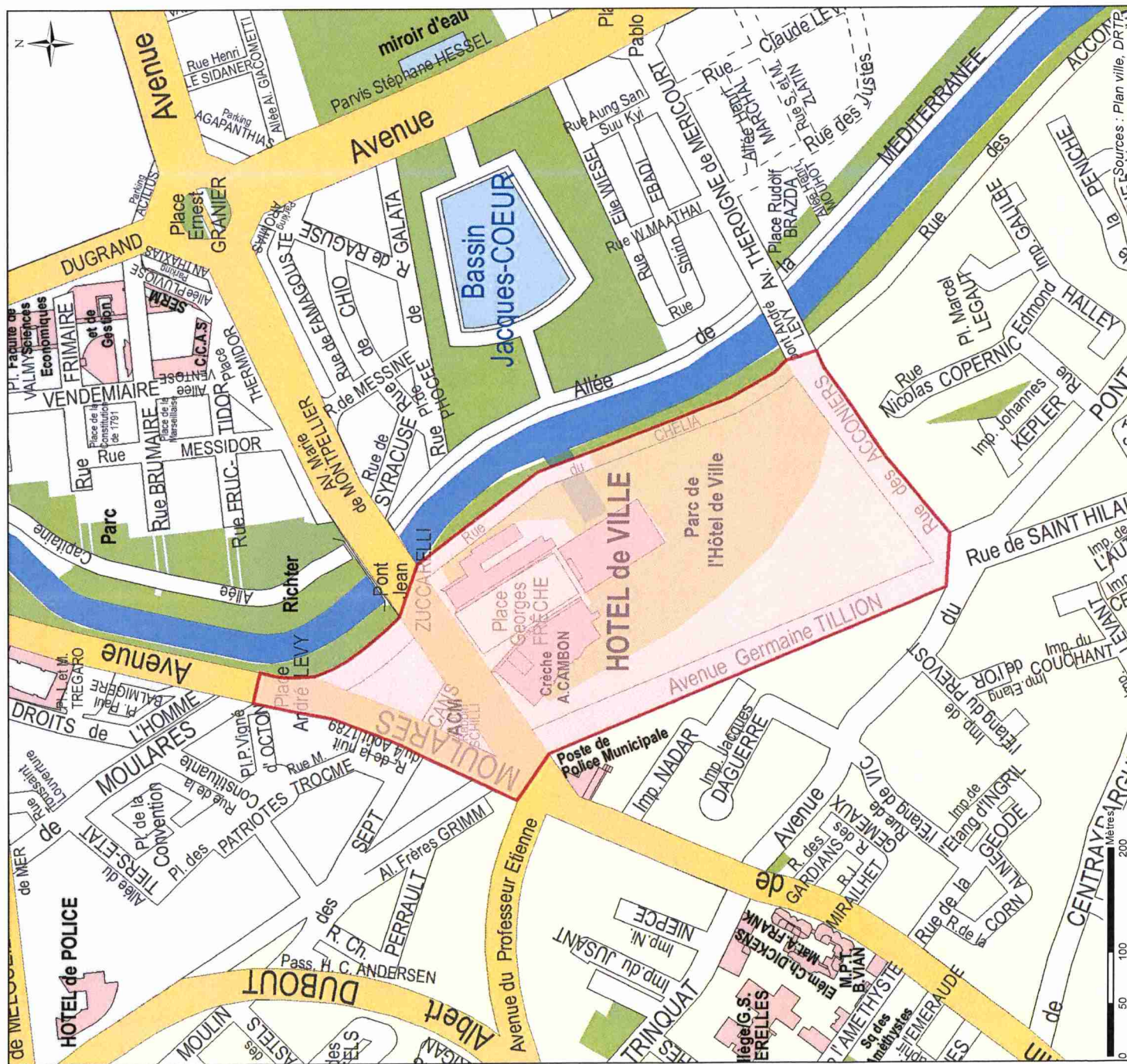
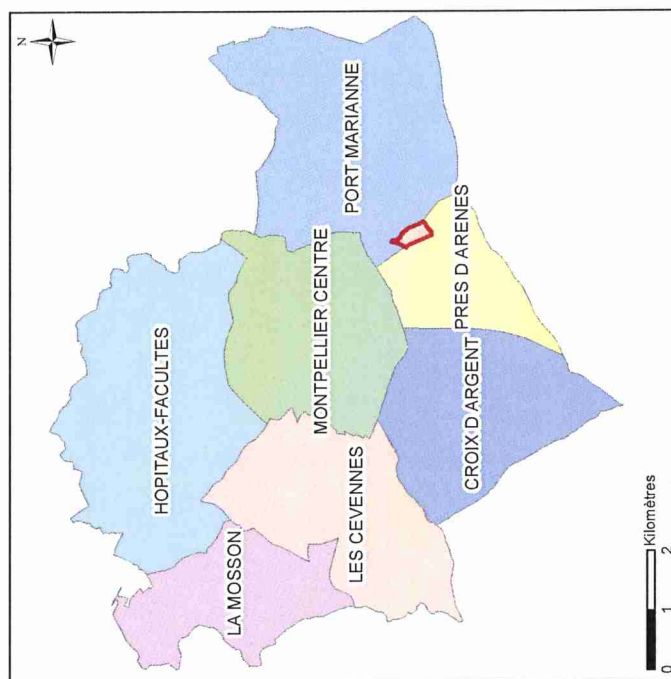
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**FESTIVAL
RADIO FRANCE
MONTPELLIER**

Date d'édition: Juin 2017

Auteur: OLTP - Ville de Montpellier



Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° VA/2017/2065 du 27 juin 2017

« Festival Radio France 2016 »

Du lundi 24 au mercredi 26 Juillet et le vendredi 28 juillet 2017
Ordre Public

a été affiché en Mairie à compter du 17 Juillet 2017.

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 25 Juillet 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Le directeur de la Règlementation
et de la Tranquillité Publique



Jean-Pierre VIALAY

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Allée Alberto Giacometti

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2015-P162 du **01 décembre 2015** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans l'Allée Alberto Giacometti ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite à tous les véhicules Allée Alberto Giacometti dans la voie située du côté des numéros impairs.

Article 2 :

Un sens unique est institué Allée Alberto Giacometti, dans le sens de la Rue Victor Vasarely vers l'Avenue Raymond Dugrand, dans la voie située du côté des numéros pairs.

Article 3 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Allée Alberto Giacometti, dans la voie située du côté des numéros pairs.

Article 4 :

Il est interdit de tourner à gauche dans l'Avenue Raymond Dugrand pour tous les véhicules venant de l'Allée Alberto Giacometti.

Article 5 :

À l'intersection, de l'Allée Alberto Giacometti et de l'Avenue Raymond Dugrand, les conducteurs circulant sur l'Allée Alberto Giacometti sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Allée Alberto Giacometti côté pair au n° 40. Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.** L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2015-P162 du **01 décembre 2015**, susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur le Maire

✓

Philippe SAUREL

Publié le : **4 JUIL. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Cholet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de brachement au réseau EU à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, la Rue de Cholet, dans sa partie comprise entre la Rue de la Jeune Parque et la Rue de la Castelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Jeune Parque, emprunte :

- la Rue de la Castelle

et se termine sur la Rue de Cholet.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RDL.

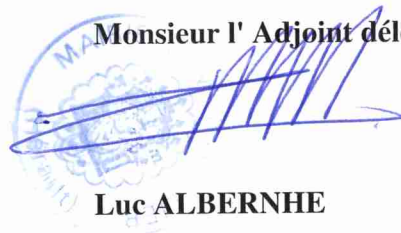
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue François-Joseph Gossec

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **14 juillet 2017** inclus, la Rue François-Joseph Gossec, dans sa partie comprise entre Rond-point du Mas d'Astre et le n° 730 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de l'entreprise Razel-Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de l'entreprise RAZEL-BEC ;
- aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pilory, emprunte :

- la Rue Maurice Béjart

et se termine sur la Rue Pina Bausch.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIN 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Buffon
et Rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, la Rue Buffon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à minuit.**

Article 2 :

À compter du **06 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, Rue Paul Rimbaud depuis l'Allée Rubens vers et jusqu'à l'Allée de l'Aqueduc, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 3 :

À compter du **06 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, Rue Paul Rimbaud, dans sa partie comprise entre l'Avenue Saint Clément et l'Allée Rubens, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de maçonnerie à la demande de Monsieur La POLLA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 juin 2017** et jusqu'au **01 juillet 2017** inclus, Rue de la République au droit du N°15 en laissant le passage des piétons , le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule boxeur immatriculé CG 005 NL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur La POLLA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de présentation de l'association ADMD à la demande de Monsieur RAMORA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 juillet 2017**, Esplanade Charles de Gaulle sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 17h30.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de l'ADMD.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association ADMD

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la présentation de l'association ADMD , est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

28 JUIN 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de maçonnerie à la demande de Monsieur La POLLA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 juillet 2017** et jusqu'au **23 juillet 2017** inclus, Rue de la République au droit du N°15 en laissant le passage des piétons sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule boxer immatriculé CG 005 NL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur La POLLA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Duc ALBERNHE

Publié le : 29 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire création d'un accès riverain temporaire Avenue du Petit Train

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de la réalisation du programme immobilier "le Gatsby" intégré au PUP "Consuls de Mer 4", il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules, en raison de la création d'un accès temporaire à l'ensemble immobilier "Le Gatsby", à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 03 juillet 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017 inclus, Avenue du Petit Train, côté pair face au n° 215, il est créé un accès riverain temporaire desservant le garage intégré à l'ensemble immobilier "le Gatsby" sis au n° 116 Allée des Frères Grimm, dans les conditions suivantes :

- l'accès est aménagé sous forme d'une entrée charretière carrossable sur 5 mètres de largeur ;
- l'accès est aménagé en traversée de l'Allée des Frères Grimm.

Article 2 :

À compter du 03 juillet 2017 et jusqu'au 31 décembre 2017 inclus, le régime de priorité applicable aux véhicules empruntant l'accès cité à l'article premier est soumis aux contraintes suivantes :

- les véhicules empruntant cet accès doivent céder le passage aux piétons et cyclistes circulant sur l'Allée des Frères Grimm ;
- les véhicules empruntant cet accès doivent céder le passage aux véhicules circulant sur l'Avenue du Petit Train.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Maître d'Ouvrage de l'opération immobilière "Le Gatsby".

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet et Rue Paul Martin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Transmanudem ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 juillet 2017**, la circulation est interdite Rue Paul Martin au droit du N°27
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Paul Martin, emprunte :

- la Rue du Carré du Roi
- la Rue du Jardin de la Reine

et se termine sur la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

Article 3 :

Le **05 juillet 2017**, Rue du Faubourg Boutonnet au droit du N°46 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Transmanudem

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

29 JUIN 2017

Arrêté n° 2017-T1735

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Gay Pride 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la Lesbian and Gay Pride ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 juillet 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Promenade du Peyrou ;
- la Rue Foch ;
- la Place des Martyrs de la Résistance ;
- Espace Philippe VI de Valois rue de la Loge ;
- la Place Jean Jaurès ;
- la Rue de la Loge ;
- la Place de la Comédie ;
- l'Avenue Frédéric Mistral ;
- l'Allée Henri II de Montmorency ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- la Rue Léon Blum ;
- la Rue Don Bosco ;
- la Place Faulquier ;
- le Chemin de Moularès ;
- la Rue du Moulin des Sept Cans ;
- l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 22h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation .

Article 3 :

Le **08 juillet 2017**, le stationnement est interdit sur :

- la Promenade du Peyrou ;
- la Rue Foch ;
- la Place des Martyrs de la Résistance ;
- Espace Philippe VI de Valois rue de la Loge ;
- la Place Jean Jaurès ;
- la Rue de la Loge ;
- la Place de la Comédie ;
- l'Avenue Frédéric Mistral ;
- l'Allée Henri II de Montmorency ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- la Rue Léon Blum ;
- la Rue Don Bosco ;
- la Place Faulquier ;
- le Chemin de Moularès ;
- la Rue du Moulin des Sept Cans ;
- l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli au niveau de l'aire de dépose minute.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 01h00.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Ces dispositions entreront en vigueur à la diligence des services de police.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

821

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Saint Roch

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation "Fête Saint Roch" ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 août 2017** et jusqu'au **16 août 2017** inclus, Place Saint Roch, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

 
Luc ALBERNHE

Publié le :

31 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Croix de Figuerolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société PISSONNIER ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 juillet 2017**, Rue de la Croix de Figuerolles en face du N°688 sur 4 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société
PISSONNIER

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 29 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de la société MJ Logistics ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 juillet 2017** et jusqu'au **06 juillet 2017** inclus, l'Avenue de la Pompignane au droit du N°774 en respectant le passage des piétons est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Article 2 :

À compter du **05 juillet 2017** et jusqu'au **06 juillet 2017** inclus, Avenue de la Pompignane au droit du N°774 la piste cyclable est déviée sur la chaussée, il est créé une piste cyclable réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

28 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Four des Flammes, Boulevard du Jeu de Paume et Place Saint Roch

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T1654 du **27 juin 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT que le démontage de l'échafaudage n'a pu se réaliser aux dates initiales ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 juin 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T1654 du **27 juin 2017** sont prorogées jusqu'au **05 juillet 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

30 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame GUILBEAU ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 juillet 2017** et jusqu'au **07 juillet 2017** inclus, Avenue Raymond Dugrand au droit du N°752 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame GUILBEAU

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Général René

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de la société Sanchis à la demande de la société Sanchis ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 juillet 2017**, la circulation est interdite Rue Général René
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule SANCHIS.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Général René, emprunte :

- la Rue Marceau
- le Cours Gambetta

et se termine sur la Rue Général René.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Sanchis

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Navacelles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T1691 du **23 juin 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux entrepris nécessitent un délais supplémentaire ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 juin 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T1691 du **23 juin 2017** sont prorogées jusqu'au **28 juillet 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

30 JUIN 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Mas de Prunet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 juillet 2017** et jusqu'au **04 août 2017** inclus, la Rue du Mas de Prunet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 juin 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)".

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Cité Benoit

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de Fiesta de la Carrièra ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 juillet 2017 18h00** et jusqu'au **09 juillet 2017 01h00** inclus, la Rue Cité Benoit est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Pont Juvénal et se termine sur la Rue Bayard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Fiesta de la Carrière.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pas du Loup

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation de réseau ENEDIS, à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 juillet 2017**, la Rue du Pas du Loup, depuis la Rue Hébert vers et jusqu'à l'Avenue de Vanières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise sn SANCHIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 Juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUIL 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Croix du Capitaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau sur la ligne aérienne, à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 juillet 2017**, l'Avenue de la Croix du Capitaine, entre le n° 1 et le n° 13 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Groupe-comelec.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 Juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marcellin Albert, Rue Breton, Rue de la Condamine et Place Henri IV

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 04 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Breton ;
- la Place Henri IV ;
- la Rue de la Condamine au droit de la rue Marcellin Albert sur 50ml.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 04 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite Rue Marcellin Albert

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Lodève, emprunte :

- l'Allée Antonin Chauliac

et se termine sur la Rue Marcellin Albert.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise intervenante sur le chantier.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Dahlia

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre l'accès au chantier sur le site de l'ancienne clinique Saint Roch à la demande de l'entreprise Demathieu Bard ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **28 juillet 2017** inclus, Rue du Dahlia, dans sa partie en impasse, comprise entre la Rue Marguerite et le n° 15, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Demathieu Bard.

Article 4 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

03 JUL. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Ray Charles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM. ;

Arrête :

Article 1er :

Rue Ray Charles au droit de l'opération "Luminescence" :

- À compter du **28 août 2017** au **02 septembre 2017** la circulation est interdite. .
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à accès aux parking des résidences.
- À compter du **28 août 2017** au **30 septembre 2017** le stationnement est interdit. ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- À compter du **02 septembre 2017** au **30 septembre 2017** un sens unique de circulation est institué depuis l'avenue Raymond Dugrand en direction de l'avenue Nina Simone.

Article 2 :

Une déviation est mise en place du **28 août 2017** au **02 septembre 2017** . Cette déviation débute sur l'Avenue Raymond Dugrand, emprunte :

- la Place Pablo Picasso

et se termine sur l'Avenue Nina Simone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Nina Simone

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **31 juillet 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, Avenue Nina Simone pour sa partie comprise entre la place de Londres et la rue du Mas Rouge, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de La Rochelle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation PASSOBURO ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 juillet 2017**, la circulation est interdite Rue de La Rochelle entre la rue saint Sépucré et la rue Vien
Ces dispositions sont applicables **le 7 Juillet de 12h00 à 22h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Guilhem, emprunte :

- la Rue de la Valfère

et se termine sur la Rue Terral.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Les amis de la Rochelle.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Saint Léon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câble fibre optique à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **18 juillet 2017** inclus, Rue Saint Léon, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

Arrêté n° 2017-T1754

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue d'Aigrefeuille**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déchargement d'un échafaudage à la demande de Monsieur CASALES Alexis ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 juillet 2017**, Rue d'Aigrefeuille au droit du N°15 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déchargement d'un échafaudage.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur CASALES Alexis

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déchargement d'un échafaudage, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

03 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Shirin Ebadi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame BELLO Emma ;

Arrête :

Article 1er :

Le **13 juillet 2017**, Rue Shirin Ebadi au droit du 54 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 22h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société Mudances La Selva.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame BELLO Emma

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017





Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Parc Montcalm -
Arrêté temporaire de fermeture partielle
le 02 juillet 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Considérant que le parc sera partiellement occupé par la tenue d'une manifestation sportive de Tir à l'Arc samedi 1^{er} juillet et dimanche 2 juillet ;
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant la durée de la manifestation ;
- Considérant qu'il convient de procéder à une fermeture partielle du parc Montcalm le dimanche 2 juillet 2017

Arrête :

Article 1er :

L'accès au parc Montcalm rue de Fontcouverte sera fermé au public dimanche 2 juillet.
Les autres accès au parc seront ouverts aux horaires habituels.

Article 2 :

L'ensemble des accès au parc Montcalm seront fermés aux horaires habituels dimanche soir (soit 21h).

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 29 JUIN 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 07 JUL. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Jeanne d'Arc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2016-P5 du 09 février 2016 ; réglementant la circulation et la stationnement des véhicules dans la Rue Jeanne d'Arc ;
- VU l'arrêté municipal n° 2014-P78, du 25 mars 2014, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Jeanne d'Arc depuis l'Avenue des États du Languedoc vers et jusqu'à l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de 7,5t est interdite Rue Jeanne d'Arc.

Article 3 :

À l'intersection, de l'Avenue du Pont Juvénal et de la Rue Jeanne d'Arc, les conducteurs circulant sur la Rue Jeanne d'Arc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé aux emplacements prévus à cet effet Rue Jeanne d'Arc côté pair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Jeanne d'Arc côté pair au n° 10.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Jeanne d'Arc côté pair à hauteur de la crèche d'Antigone.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2016-P5 du **09 février 2016**, susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **-7 JUIL. 2017**

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue des Eucalyptus
et Avenue du Père Soulas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de démontage d'une grue à tour à la demande de l'entreprise LAFONT MANUTENTION ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **11 juillet 2017** inclus, l'Avenue du Père Soulas, dans sa partie comprise entre la Rue des Eucalyptus et l'Impasse des Deux Ruisseaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **10 juillet 2017** au **11 juillet 2017** les feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Eucalyptus avec l'Avenue du Père Soulas seront mis en clignotant jaune. Les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise LAFONT MANUTENTION.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rambla des Calissons

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation , Fête des Fanfares .

Arrête :

Article 1er :

Le **30 juin 2017**, Rambla des Calissons , le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 01h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **30 juin 2017**, Rambla des Calissons, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 01h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du comité de Quartier les Grisettes.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

30 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lafeuillade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement au réseau télécom à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, la Rue Lafeuillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue de Claret, la Rue de la Paille, l'Avenue de la Croix du Capitaine, la Route de Lavérune, la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue de Claret et la Rue Anterrieu.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sotranasa.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de l'entreprise Razel-Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **28 juillet 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de l'entreprise RAZEL-BEC ;
- aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pilory, emprunte :

- la Rue Maurice Béjart

et se termine sur la Rue Pina Bausch.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

30 JUIN 2017

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Andy Warhol

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de montage et démontage d'une grue à la demande de SN CASANOVA ;

Arrête :

Article 1er :

Rue Andy Warhol sur la voie comprise entre la rue Andy Warhol et la rue Joan Miro :

- À compter du **04 septembre 2017** au **08 septembre 2017** la circulation est interdite ;
- à compter du **04 septembre 2017** au **08 septembre 2017** le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- À compter du **09 octobre 2017** au **13 octobre 2017** la circulation est interdite ;
- à compter du **09 octobre 2017** au **13 octobre 2017** le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SN CASANOVA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

30 JUIN 2017

LUC ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place de la Comédie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de collecte de l'huile usagée à la demande de Sté ALLO A L'HUILE-OLEO RECYCLING ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 juillet 2017** et jusqu'au **29 août 2017** inclus, Place de la Comédie devant le Mc Donald sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 12h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules assignés à la récupération de l'huile usagée.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

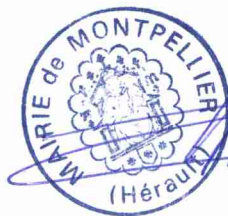
Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné à la récupération d'huile usagée, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 4 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Emile Zola

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande de SERPE ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande de SERPE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 août 2017** et jusqu'au **11 août 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Emile Zola
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux riverains.

Article 2 :

La déviation " Rue Emile Zola " est mise en place en provenance de Rue Clapies. Cette déviation débute sur la Rue Emile Zola, emprunte :

- la Rue Auguste Comte
- le Cours Gambetta

et se termine sur le Cours Gambetta.

Article 3 :

À compter du **07 août 2017** et jusqu'au **11 août 2017** inclus, Rue Emile Zola des deux côtés Le stationnement est strictement interdit de part et d'autre dans sa partie comprise entre le n° 3 et le n° 10 de la Rue Emile Zola., le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SERPE.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

A compter du 07 août 2017 et jusqu'au 11 août 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a SERPE est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUIL. 2017

Arrêté n° 2017-T1761

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Toiras

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'intervention sur toiture à la demande de LAFONT MANUTENTION ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'intervention sur toiture à la demande de LAFONT MANUTENTION ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, la Rue Toiras dans sa partie comprise entre la Rue de la 32 ème et la Rue Bernard Treviers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
- Le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de LAFONT

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné à LAFONT, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Faubourg Figuerolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur ESTEBAN Clément ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 juillet 2017**, Rue du Faubourg Figuerolles au droit du N°11 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur ESTEBAN Clément

Article 4 :

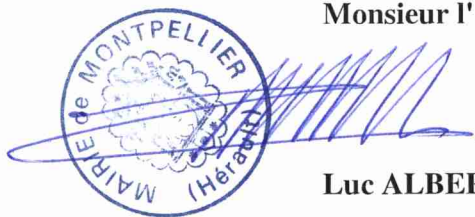
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUIN 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pous de Las Sers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'intervention sur toiture à la demande de LAFONT ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'intervention sur toiture à la demande de LAFONT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, la Rue du Pous de Las Sers dans sa partie comprise entre la Rue de la Treille Muscate et l'entrée de la Résidence Pous de las Sers au n°280 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Article 2 :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, Rue du Pous de Las Sers dans sa partie comprise entre la Résidence Pous de las Sers et l'entré E de la Résidence de la Voie Romaine sur 4 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de LAFONT

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a LAFONT, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation La voie de liaison entre l'Avenue Albert Einstein et l'Allée Manitas de Plata et Allée Manitas de Plata

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de maçonnerie à la demande de la Direction Architecture et Immobilier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, l'Allée Manitas de Plata est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, la piste cyclable au droit des travaux est déviée sur la chaussée dont la largeur sera réduite à 1.5 mètres.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction Architecture et Immobilier

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Abbé de l'Epée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de construction et de rénovation d'un bâtiment ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 juillet 2017** et jusqu'au **30 décembre 2017** inclus, la Rue de l'Abbé de l'Epée est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite tous les mardi ;
 - le stationnement est interdit tous les mardi ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Abbé de l'Epée, emprunte :

- la Rue Saint Vincent de Paul
- la Rue du Faubourg Boutonnet

et se termine sur la Rue de l'Abbé de l'Epée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

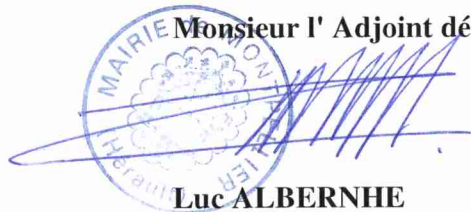
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de verrière à la demande de la société concept Alu ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **05 juillet 2017** inclus, Rue de la République au droit du N°10, en laissant le passage des piétons sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **à partir d 8h30.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société concept aluminium.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société concept Alu

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JUIL. 2017



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Fabien ABERT
par M. Henri de VERBIZIER
du 21 août au 4 septembre 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, du 21 août au 4 septembre 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Henri DE VERBIZIER, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 21 août au 4 septembre 2017 inclus :

- à la Jeunesse ;
- à la Vie étudiante ;
- aux Sports.

Monsieur Henri DE VERBIZIER reçoit également délégation à la Maison pour Tous François Villon, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'empêche pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Henri DE VERBIZIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Henri DE VERBIZIER n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Gérard CASTRE
par M. Abdi EL KANDOUSSI
du 1^{er} au 16 juillet 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous, du 1^{er} au 16 juillet 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal, reçoit délégation du 1^{er} au 16 juillet 2017 inclus :

- à la Démocratie participative ;
- à la Vie associative ;
- aux Maisons pour Tous.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Mylène CHARDES
par M. Fabien ABERT
du 16 au 31 juillet 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjointes ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Mylène CHARDÈS, Adjointe au Maire déléguée aux Déplacements et à la Circulation ;
- **Considérant** l'absence de Madame Mylène CHARDÈS, Adjointe au Maire déléguée aux Déplacements et à la Circulation, du 16 au 31 juillet 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 16 au 31 juillet 2017 inclus :

- aux Déplacements et à la Circulation.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Fabien ABERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Max LEVITA
par Mme Marie-Hélène SANTARELLI
du 7 au 15 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances, du 7 au 15 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 7 au 15 août 2017 inclus :

- à l'Administration générale ;
- aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics ;
- aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et

gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;

- à l'Evaluation des politiques publiques ;
- à la Gestion active du patrimoine ;
- à l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, aux télécommunications ;
- aux Relations avec les collectivités territoriales.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

En outre, Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics et accords-cadres de la Ville de Montpellier d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène SANTARELLI, chaque adjoint reçoit, dans son domaine de délégation, pour les marchés et accords- cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT, délégation pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Max LEVITA
par Mme Isabelle MARSALA
du 16 au 20 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances, du 16 au 20 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 16 au 20 août 2017 inclus :

- à l'Administration générale ;
- aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics ;
- aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et

gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;

- à l'Evaluation des politiques publiques ;
- à la Gestion active du patrimoine ;
- à l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, aux télécommunications ;
- aux Relations avec les collectivités territoriales.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Isabelle MARSALA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

En outre, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics et accords-cadres de la Ville de Montpellier d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle MARSALA, chaque adjoint reçoit, dans son domaine de délégation, pour les marchés et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT, délégation pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Abdi EL KANDOUSSI
par M. Gérard CASTRE
du 21 au 28 juillet 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjointes ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines, du 21 au 28 juillet 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire, officier d'état-civil, reçoit délégation du 21 au 28 juillet 2017 inclus :

- Aux Ressources humaines ;

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Gérard CASTRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Isabelle MARSALA
par Mme Marie-Hélène SANTARELLI
du 7 au 20 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, du 7 au 20 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 7 au 20 août 2017 inclus :

- à la Réussite éducative (élaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales, actions éducatives péri- et extra-scolaires, relations avec la communauté éducative, prospectives et évolution de la carte scolaire...) ;
- à la Restauration scolaire ;
- à la Gestion du Patrimoine scolaire.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit également délégation à la Maison pour Tous Joseph Ricôme, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Marie-Hélène SANTARELLI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de
Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA
par M. Pascal KRZYZANSKI
du 21 août au 3 septembre 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat, du 21 août au 3 septembre 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 21 août au 3 septembre 2017 inclus :

- à l'Occupation commerciale du domaine public (conventions d'occupation, halles et marchés, terrasses...) ;
- aux Affaires économiques (taxis, autorisations d'ouvertures et fermetures tardives et dominicales, transfert de tabac...) ;
- à l'Animation et aux Manifestations commerciales ;
- au E-commerce ;

- à l'Artisanat.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI reçoit également délégation à la Maison pour Tous L'Escoutaire, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Pascal KRZYZANSKI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Pascal KRZYZANSKI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégation de signature
Remplacement de M. Henri de VERBIZIER
par M. Fabien ABERT
du 7 au 20 août 2017 inclus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Henri DE VERBIZIER, Adjoint délégué au Quartier Mosson et aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le maire à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Henri DE VERBIZIER, Adjoint délégué au Quartier Mosson et aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité, du 7 au 20 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 7 au 20 août 2017 inclus :

- au Quartier Mosson ;
- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Fabien ABERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Sonia KERANGUEVEN
par M. Gérard CASTRE
Du 21 août au 3 septembre 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture ;
- **Considérant** l'absence de Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture, du 21 août au 3 septembre 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 21 août au 3 septembre 2017 inclus :

- à l'Action culturelle ;
- à la Diffusion et la Mise en valeur des Savoirs et à l'Agora des Savoirs,
- aux Archives municipales,
- à l'Innovation numérique,
- à la Culture scientifique et technique ;
- au quartier Hôpitaux-Facultés.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Gérard CASTRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégation de signature
Remplacement de Mme Sonia KERANGUEVEN
par Mme Valérie BARTHAS-ORSAL
du 1er au 20 août 2017 inclus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture, du 1^{er} au 20 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 1^{er} au 20 août 2017 inclus :

- à l'Action culturelle ;
- à la Diffusion et la Mise en valeur des Savoirs et à l'Agora des Savoirs,
- aux Archives municipales,
- à l'Innovation numérique,
- à la Culture scientifique et technique ;
- au quartier Hôpitaux-Facultés.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit également délégation à la Maison pour Tous Rosa Lee Parks, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Stéphanie JANNIN
par M. Abdi EL KANDOUSSI
du 7 au 13 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative, à la Vie associative et aux Maisons pour Tous ;
- **Considérant** l'absence de Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable du 7 au 13 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal, reçoit délégation du 7 au 13 août 2017 inclus :

- à l'Urbanisme et l'Aménagement durable, notamment à la planification communale, aux actes relatifs et au suivi de toutes les procédures relatives à la planification urbaine, zones d'aménagement concerté (ZAC), aux zones d'aménagement différé (ZAD), aux projets urbains partenariaux (PUP) et aux programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) ;
- à l'Urbanisme opérationnel, notamment à l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables,

procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;

- à la Protection et la mise en valeur du patrimoine, notamment aux secteurs sauvegardés, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;
- à la Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- aux Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- aux Procédures d'enquêtes publiques de classement et déclassement du domaine public prévues par le Code de la voirie routière ;
- au Schéma d'urbanisme commercial ;
- au Renouvellement urbain (dans le cadre de l'ANRU) ;
- au Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- à l'Observatoire urbain.

M. Abdi EL KANDOUSSI reçoit également délégation à la Maison pour Tous Michel Colucci, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, M. Abdi EL KANDOUSSI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à M. Abdi EL KANDOUSSI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur le Maire
par M. Abdi EL KANDOUSSI
du 7 au 13 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, du 7 au 13 août 2017 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Maire dans la plénitude de ses fonctions, y compris dans les domaines délégués par le Conseil municipal en application de l'article L 2122-22, du Code général des collectivités territoriales, du 7 au 13 août 2017 inclus.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de
Mme Marie-Hélène SANTARELLI
par Mme Isabelle MARSALA
du 25 juillet au 6 août 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité ;
- **Considérant** l'absence de Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, du 25 juillet au 6 août 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 25 juillet au 6 août 2017 inclus :

- à la Police municipale ;
- au Conseil Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
- à la Médiation sociale ;
- au Contrôle du stationnement de surface ;
- à la Vidéo-protection ;
- à l'Animal dans la ville ;
- à l'Hygiène et la sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Ville Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
- à la Lutte contre l'habitat indigne ;

- à l'Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu [eau/air/sol]...);
- à la Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde).

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Isabelle MARSALA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Isabelle MARSALA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 30.06.2017
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation d'une chambre à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **04 juillet 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté de l'allée des Grèzes vers le carrefour Willy Brandt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Colas.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

30 JUIN 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Chemin des Barques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de réparation de mobilier à la demande de Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, Chemin des Barques au droit du N°10 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **13 juillet 2017** inclus, Chemin des Barques Au droit du N°10, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise UNBAN NT

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le : 04 JUIL. 2017

Luc ALBERNHE

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'. The stamp features a central emblem with a crown and two lions. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Arrêté n° 2017-T1700

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Gouan

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'aménagement de la Voirie à la demande de Razel-Bec ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de la Voirie à la demande de Razel-Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **28 juillet 2017** inclus, la Rue Gouan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
L'entrée du Parking Indigo devra être conservée et permettre aux véhicules de rentrer à tout moment..
- Le stationnement sur trottoir est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
Toute fois face au n° 2 de la Rue Gouan ,un emplacement sur trottoir sera réservé à l'Entreprise Razel-Bec.
Le cheminement piéton se fera sur le trottoir en face.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Razel-Bec

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

0 5 JUIL. 2017

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Brumaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de déménagement à la demande de Monsieur ZERMATTEN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 août 2017** et jusqu'au **30 août 2017** inclus, la Rue Brumaire depuis son accès pompiers jusqu'au droit du N°240 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur ZERMATTEN

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017

Arrêté n° 2017-T1772

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Croix du Sud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau d'éclairage public à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 juillet 2017** et jusqu'au **11 août 2017** inclus, la Rue de la Croix du Sud, dans sa partie comprise entre la Rue des Pradiers et l'Impasse Caravelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Croix du Sud, emprunte :

- la Rue du Moulin de Sémalen
- l'Avenue Jean Mermoz
- la Rue des Pradiers

et se termine sur la Rue de la Croix du Sud.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEOS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Astruc
et Place de la Canourgue**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval à la demande de l'entreprise MONTEILS CONSULTANT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **30 septembre 2019** inclus, Place de la Canourgue, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **30 septembre 2019** inclus, Rue Astruc, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise en charge des travaux de réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

À compter du **17 juillet 2017** et jusqu'au **30 septembre 2019** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assigné aux travaux de réhabilitation de l'Hôtel Richer de Belleval, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320, ainsi que dans l'aire piétonne.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Arrêté n° 2017-T1775

Arrêté temporaire
Accès et Stationnement dans l'aire piétonne
Entretien de la voirie RAZEL BEC

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P104 du 03 juin 2013, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans l'aire piétonne SAUNERIE - COURREAU ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, Les véhicules de l'entreprise immatriculés DA 222 XP; DM 419 MR; BW 707 CH; DL 447 ZP; DX 334 ZK et DT 483 BB sont autorisés à circuler et à stationner dans les aires piétonnes dénommées:

- l'aire piétonne LOUIS BLANC - PASTEUR
- l'aire piétonne SAUNERIE - COURREAU
- l'aire piétonne MOLIERE

Ces dispositions ne sont valables que de 07h00 à 18h00.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RAZEL BEC, mandatée par la Métropole.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de l'entreprise RAZEL BEC, plus de 7.5T, immatriculés FJ 228 FE; CM 659 XX et CN 658 ZK, sont spécifiquement autorisés à circuler et stationner dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

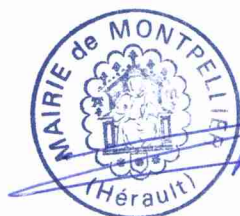
À compter du **03 juillet 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P12, à l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P104 et à l'arrêté municipal 2014/NT/R/DGU-P54, les véhicules de l'entreprise RAZEL BEC de plus de 7.5T, immatriculés FJ 228 FE; CM 659 XX et CN 658 ZK, sont spécifiquement autorisés à circuler et stationner dans les aires piétonnes dénomées:

- l'aire piétonne LOUIS BLANC - PASTEUR
- l'aire piétonne SAUNERIE - COURREAU
- l'aire piétonne MOLIERE

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017

98c

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Emile Zola

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame FRUCHIER ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 juillet 2017**, Rue Emile Zola au droit du N°16, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame FRUCHIER

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

 Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade de L'Europe

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame MORAND Marion ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 juillet 2017**, Esplanade de L'Europe a proximité du N° 3 sur les places de parking des restaurants sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame MORAND Marion

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Georges Méliès,
Boulevard Pénélope
et Boulevard Télémaque**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'aménagement d'espaces verts sur terre plein central à la demande du GROUPE CMEV - UPEE7 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, les voies de gauche sont interdites à la circulation générale sur :

- le Boulevard Pénélope du carrefour de Londres jusqu'au boulevard Télémaque ;
- le Boulevard Télémaque ;
- la Rue Georges Méliès.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

À compter du **05 juillet 2017** et jusqu'au **21 juillet 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- le Boulevard Pénélope du carrefour de Londres jusqu'au boulevard Télémaque ;
- le Boulevard Télémaque ;
- la Rue Georges Méliès.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du GROUPE CMEV - UPEE7

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 04 JUIL. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue d'Athènes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de BISQUERT Pierre ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 juillet 2017**, Rue d'Athènes au droit du N°41 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur BISQUER Pierre

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 30 juin 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 5 JUIL. 2017



